



Union Syndicale Départementale
Santé – Action Sociale
OISE



AUSTERITE, A QUI LE TOUR?



Les lois de finances et de financement de la sécurité sociale adoptées sous l'actuel quinquennat ont organisé l'asphyxie et l'étranglement budgétaires de toutes les dimensions de l'action publique, celles de l'Etat, des collectivités territoriales, des hôpitaux, des établissements de l'action sociale, et plus largement encore de la sécurité sociale.

La généralisation et l'aggravation des politiques d'austérités, notamment au titre du pacte dit de responsabilité, produisent des conséquences désastreuses:

- **Abandon, externalisation et privatisation des missions publiques** au détriment de l'effectivité et de la qualité du service public rendu à la population.
- **Négociation** des principes d'égalité, d'accessibilité et de continuité du service public.
- **Destruction des services** de pleine compétence et de proximité implanté sur l'ensemble du territoire national, y compris en Outre-mer, avec des milliers de fermetures, de fusions et de regroupements.
- **Une politique de l'emploi inacceptable** qui se caractérise par la poursuite des plans pluriannuels de suppressions d'emplois, une précarité et une flexibilité toujours pour grande, des attaques sans précédents contre les droits et les garanties collectives des personnels à l'image des attaques portées contre le Code du travail, le respect de la hiérarchie des normes, le Statut général et les statuts particuliers des fonctionnaires.
- Refus persistant, alors que **les conditions de vie au et hors travail des personnels ne cessent de se dégrader**, de procéder à une revalorisation significative des rémunérations versées.

Après cinq années d'une politique régressive, certain(ne)s candidat(e)s à l'élection présidentielle nous promettent que le pire est à venir.

Le monde de la santé et de l'Action Sociale, se voient régulièrement attaqués par les réformes successives que nous impose l'Etat, au prétexte d'une pseudo austérité, décrété par les politiques européennes.

Ainsi, après la **loi HPST** (loi Bachelot), c'est la **loi Santé de Touraine** qui vient continuer la destruction de l'offre publique hospitalière, imposant la fusion des **850 hôpitaux dans 150 Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT)**, dans l'Oise cela se traduit par la fusion de nos **8 hôpitaux généraux en seulement 3 GHT**. Dans le même temps, nous voyons la mise en place de la **chirurgie ambulatoire** (sans hospitalisation de nuit) et les **sorties précoces** sont maintenant **imposées**, non pas dans l'intérêt du patient mais parce que ça coûte moins cher!

La loi de Financement de la Sécurité Sociale 2017 voté au parlement en novembre 2016, est un nouveau coup dur porté à nos établissements. Ce sont à nouveau des moyens qui vont être enlevés au financement de la Santé et de l'Action Sociale.

La logique d'austérité budgétaire se poursuit et ce sont les agents hospitaliers, les professionnels de santé et d'action sociale qui paient le prix fort de la dégradation des conditions de travail, des diminutions d'effectifs et de l'impossibilité de fournir des conditions normales de prise en charge aux patients et aux usagers.

Dans le même temps, la réduction budgétaire voté par le **conseil départementale de l'Oise**, aggrave encore plus une **situation budgétaire plus que précaire** dans le médico-social, que se soit dans les EHPAD et dans les maisons de retraite que dans l'associatif.

Dans la continuité de la journée d'action du 8 Novembre 2016, nous demandons et proposons de:

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Abrogation de la Loi HPST et de la Loi santé ;• Abandon de la « territorialisation » de l'offre de soins, des GHT et des restructurations ;• Instauration d'un véritable dialogue social;• Respect de la vie privée des agents et de leurs repos ;• Arrêt des fermetures de lits et réouverture des lits et des services fermés qui ont été rouvert pendant la pandémie grippale;• L'embauche de personnel suffisant pour permettre de retrouver un fonctionnement « normal »;• Redonner leurs fonctions d'origines aux hôpitaux locaux, transformé aujourd'hui en | <ul style="list-style-type: none">• EPHAD ;• Abandonner l'externalisation et la privatisation de missions publiques au détriment d'un service public rendu à la population ;• L'octroi des moyens budgétaires pour permettre aux établissements sanitaires et médico-sociaux d'assurer leur mission de service public, d'investir, d'embaucher et de titulariser nos collègues contractuels ;• Abrogation des ordres professionnels ;• La préservation et le développement d'un service public républicain de Santé sur l'ensemble du territoire garant d'une réelle égalité d'accès aux soins ; |
|--|--|

Le mardi 7 Mars 2017

A PARTIR DE 8H:

Devant le CHI (site de FITZ JAMES)

A PARTIR DE 14h:

Devant le Centre Hospitalier de Beauvais